

# L'ECONOMIE CONGOLAISE EN 2000-2001 : CONTRACTION, FRACTIONNEMENT, ET ENLISEMENT

*par François Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye*

## 1. INTRODUCTION

Que représente actuellement l'économie congolaise? Quelles sont ses perspectives dans les deux à trois prochaines années? On ne saurait éluder totalement ces deux questions surtout lorsqu'on sait d'une part que l'activité de production globale est engagée, depuis de nombreuses années, dans un processus de contraction inexorable. D'autre part, cette même économie se ressent non seulement de certains effets négatifs émanant de la politique économique menée par le gouvernement au cours des trois dernières années, mais aussi des changements qui sont intervenus dans la géopolitique de la région des Grands Lacs.

En effet, avec l'éclatement de la guerre, en août 1998, l'économie congolaise n'est plus la même. Ses contours ont été redessinés au gré de la "partition de fait" du pays en trois administrations distinctes: l'une relevant du pouvoir central de Kinshasa et les deux autres des mouvements rebelles, qui contrôlent respectivement les parties sud-est et nord-est de la République Démocratique du Congo. Ce fractionnement de l'unité de commandement du pays implique de toute évidence que la saisie de la performance économique nationale à partir de Kinshasa ne peut être que partielle et, en même temps, que les mesures de politique économique prises depuis 1998 n'ont qu'une portée territoriale fort limitée. Cette politique, au demeurant trop "dirigiste", n'a pas souvent conduit aux effets escomptés.

Dans ce contexte, appréhender l'état de l'économie congolaise est un exercice qui exige au préalable que soit démêlé l'apport de ces divers facteurs. Pour ce faire, la présente analyse s'articule autour de quatre points. En premier lieu, il est question de prendre la mesure de la contraction générale de l'activité économique bien avant l'éclatement de la guerre d'août 1998. Et pour cause, les facteurs qui sont à l'origine du mouvement de baisse générale n'ayant pas disparu, leurs effets négatifs sur l'économie se sont donc poursuivis jusqu'à ce jour. En deuxième lieu, nous essayons d'isoler les perturbations économiques émanant du contexte actuel de conflits armés dans le pays. A cause cette situation particulière, on assiste non seulement à l'aggravation de la chute des productions, mais aussi à l'émergence de nouvelles formes d'exploitation de ressources nationales, qui relèvent plus du pillage que d'une production régulièrement organisée. En troisième lieu, nous essayons d'appréhender les conséquences sur l'économie nationale de

certaines mesures prises en 1999-2000. Celles-ci ayant contribué à l'enlisement actuel, il devient alors intéressant de savoir si le changement de cap dans la politique économique, annoncé par le major-général Joseph Kabila dès son avènement à la tête du pays et du gouvernement, comporte quelque chance de réussir. C'est à cette dernière préoccupation que notre analyse s'adresse en quatrième lieu.

## 2. CONTRACTION INCESSANTE DE L'ECONOMIE

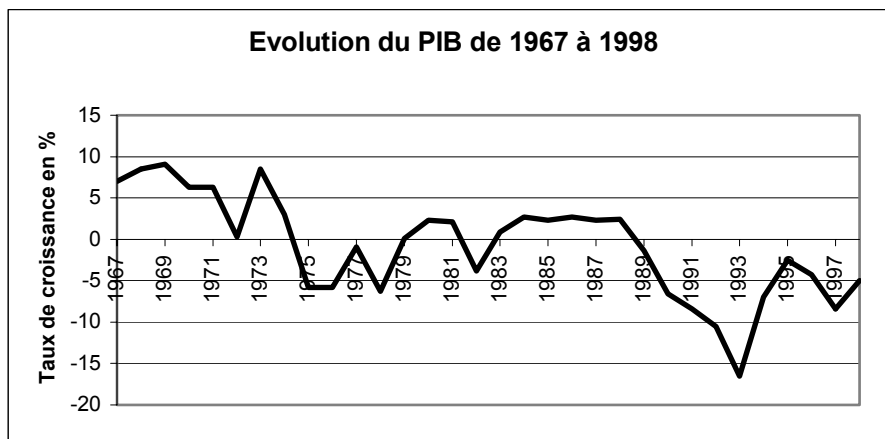
Voilà plus de trois décennies que l'économie congolaise est en crise. La principale manifestation de celle-ci reste à coup sûr la baisse continue des productions. Cette diminution de l'activité économique s'est accompagnée, au fil des années, de l'érosion de la capacité du pays à mobiliser des ressources budgétaires et en devises, en même temps qu'on a assisté à l'effacement du rôle de l'État dans les secteurs sociaux prioritaires et à la montée inexorable de la pauvreté. Comprendre la dynamique de cette crise structurelle c'est d'abord en repérer les grands moments et, ensuite, en rechercher la logique interne. De ce point de vue, il paraît intéressant de postuler que l'économie est avant tout "mouvement"<sup>1</sup>. Comme tout mouvement, pour en apprécier l'évolution et la cohérence, il faut le décomposer en une série d'étapes élémentaires cruciales, faisant ainsi apparaître les fluctuations de courte période qui sont les modalités premières du mouvement économique. Cependant celles-ci ne peuvent être lues qu'en référence à une tendance plus longue dans laquelle elles s'inscrivent.

En excluant les premières années de l'accession du pays à l'indépendance, l'analyse de la crise structurelle de l'économie congolaise fait ressortir les quatre cycles économiques majeurs suivants<sup>2</sup> :

- les années de franche croissance, de 1967 à 1974, avec un taux réel moyen de 7% ;
- les années de crise ouverte, de 1975 à 1982, caractérisées par un taux de croissance réelle du PIB de -1,9% en moyenne ;
- les années d'ajustement structurel, de 1983 à 1990, au cours desquelles le taux de croissance annuelle du PIB redevient légèrement positif avec une moyenne de 0,8% ;
- les années qualifiées de la "déglingue économique" totale à partir de 1991, au cours desquelles le taux de croissance du PIB s'est fortement dégradé.

<sup>1</sup> Lire à ce sujet DUPRIEZ, P. et OST, C., *L'économie en mouvement. Outils d'analyse de la conjoncture*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael s.a., 1986

<sup>2</sup> Voir KABUYA, K., « L'économie congolaise : de la croissance à la "déglingue", 1967-1999 », in *Notes de Conjoncture*, n°33, mars 2000, pp.25-29.



La République Démocratique du Congo a donc connu, jusqu'en 1998, une baisse constante d'activité économique, comme le montre le graphique ci-dessus. Ce mouvement de contraction générale s'est poursuivi puisque le taux de croissance du PIB réel est passé de  $-1,7\%$  en 1998 à  $-10,3\%$  en 1999 et  $-11,4\%$  en 2000. L'évolution de principales productions pour les premiers mois de 2001 laisse présager de la persistance de la stagnation économique, si rien de consistant n'est entrepris pour y mettre un terme. Ce marasme économique traduit une série d'ajustements à des chocs, les uns étant totalement exogènes et les autres traduisant des soubresauts occasionnés par les interventions des pouvoirs publics. En effet, « *le mouvement économique n'est pas la simple alternance de processus cumulatifs distincts affectant les prix et les quantités. Il est processus d'adaptations des structures, de réponses aux stimuli d'un environnement modifié et hérité de situations antérieures...* »<sup>3</sup>.

Cherchant à comprendre la crise structurelle de l'économie congolaise, Léopold Bossekota<sup>4</sup>, par exemple, constate à juste titre que les lignes de force de cette économie – ce qu'il appelle ses principales “mamelles” – passent par le cuivre, le cobalt et le diamant et, accessoirement, par les produits agricoles d'exportation. Ce trait, hérité de la politique coloniale qui était fondée sur l'exploitation des produits primaires destinés au marché extérieur, va non seulement façonner le reste de l'activité économique mais aussi rendre celle-ci très vulnérable aux variations de la conjoncture extérieure. Ce n'est donc pas le fait du hasard que les années dites de “croissance” aient coïncidé précisément avec l'époque de la bonne tenue du cuivre sur le marché mondial.

<sup>3</sup> DUPRIEZ, P. et OST, C., *op. cit.*, p.

<sup>4</sup> Expression tirée de BOSSEKOTA W'ATSHIA, L., *Rebâtir le Congo Démocratique. De la bonne gouvernance étatique et du rôle clé des PME-PMI*, Tome I, Kinshasa, 1999, Presses Universitaires « Bel Campus ».

Certes, on cite souvent la réussite de la réforme monétaire initiée en juin 1967 parmi les facteurs qui ont favorisé la croissance observée en 1967-1974. Mais on oublie parfois de relever d'une part que cette réforme visait avant tout de procurer des ressources à l'État en "requinquant" les secteurs d'activité liés aux produits primaires d'exportation et que, d'autre part, cette réforme-là doit son succès en grande partie à la montée des cours mondiaux du cuivre. Ce "bonus" inattendu va même dispenser le pays de recourir à la ligne de crédit qui était aménagée auprès du FMI à l'effet de conforter les mesures d'assainissement monétaire.

Les contradictions du modèle d'accumulation mis en place au Congo expliquent l'origine et la persistance de la crise de l'économie, car, dès le début de la période coloniale, s'est mis en place un système qui va progressivement marginaliser le monde rural<sup>5</sup>. Bien que l'agriculture ait généré au départ l'essentiel du surplus économique, d'énormes investissements vont se concentrer dans le secteur de l'infrastructure et des mines, au détriment de l'agriculture qui utilise une grande partie de la population active. L'expansion économique subséquente a entraîné une demande de main-d'œuvre considérable. Les revenus monétaires vont s'accroître dans les villes; l'exode rural va contribuer à créer des pressions sur la demande. Pour contenir la cherté de la vie en villes, les prix agricoles seront constamment déprimés aggravant de ce fait la détérioration des termes de l'échange des agriculteurs.

Il aurait été possible à l'indépendance de choisir une politique qui conduise à un accroissement du revenu des paysans et à un élargissement du marché des biens de consommation de masse. Mais, au contraire, la gestion centralisée de l'économie du pays s'est organisée en faveur d'une bourgeoisie d'État gravitant autour du pouvoir et ayant investi principalement dans le commerce. L'expansion des recettes d'exportation, provenant essentiellement du cuivre, va entretenir pendant longtemps un climat d'euphorie poussant aux dépenses –souvent de prestige– et à l'endettement public extérieur. Quand les années de "vaches maigres" vont survenir, il devient alors difficile, pour l'État et pour certains groupes dominants, de réduire le train de vie et de permettre au pays de faire face au service de la dette extérieure.

La vulnérabilité de l'économie congolaise, liée à sa dépendance extérieure, va apparaître au grand jour avec le retournement de la conjoncture économique mondiale lorsqu'il y eut, à partir de 1973, la montée vertigineuse des prix des produits pétroliers et la chute soudaine des cours des principaux produits d'exportation. L'éclatement de la guerre civile en Angola, à cette même époque, entraîna pour le Congo la fermeture durable du chemin de fer

---

<sup>5</sup> Lire à ce sujet BEZY, F., PEEMANS, J.P., WAUTELET, J.M., *Accumulation et sous-développement au Zaïre, 1960-1980*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 1981, 245p.

vers Lobito, rendant ainsi inopérante la voie la plus économique d'évacuer les produits miniers du Katanga. Durant les années d'ajustement structurel, de 1983 à 1989, le pays a tenté, avec le concours des institutions de Bretton Woods, de maintenir à flot le secteur minier par une série de dévaluations et par des prêts ponctuels à la GECAMINES, qualifiée à l'époque de "poumon de l'économie congolaise". Les efforts déployés pour mettre en place un programme d'investissement public prioritaire n'ont pas aidé à améliorer l'état de l'infrastructure économique et des services collectifs. Bien au contraire, la dégradation de ceux-ci s'est poursuivie. Les crédits budgétaires réservés aux secteurs de la santé et de l'éducation ont tari alors que l'État exécutait davantage de dépenses non prioritaires au mépris des procédures budgétaires légalement établies<sup>6</sup>.

**Taux de croissance et composition du PIB**  
(Variation en % par rapport à l'année précédente)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
<i>Secteur des biens</i>	-7,2	-6,3	-8,2	-2,7	-0,8	0,7	-0,5	-7,3	-0,7
▪ Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	2,6	2,8	3,1	1,9	-0,8	-2,3	-2,8	-2,8	-1,3
▪ Extraction minière et métallurgique	-15,6	-22,8	-36,3	-20,3	1,9	6,3	3,2	-14,2	10,0
▪ Industries manufact.	-14,6	-21,5	-27,5	-12,2	-7,4	9,7	3,3	-21,8	-7,3
▪ Bâtiments et travaux publics	-39,7	-16,5	-35,0	-11,3	12,8	26,2	24,7	-30,6	-5,0
▪ Électricité et eau	3,2	6,2	7,8	-17,1	-3,3	6,7	18,9	-10,6	-4,5
<i>Secteur des services</i>	-5,7	-11,2	-13,6	-29,3	-10,1	-13,0	-29,8	-0,8	-5,3
▪ Transports et communic.	-27,6	-15,9	13,7	-25,7	-2,8	-0,6	-3,5	-4,2	-6,4
▪ Commerce	-2,5	-12,0	-9,7	-28,4	-2,2	-0,6	-0,2	-2,0	-12,5
▪ Services marchands et non marchands	1,7	1,9	-5,9	-18,8	-29,7	-23,3	-0,8	11,7	-0,4
▪ Droits et taxes à l'importation	-31,6	-30,1	-48,9	-29,0	-2,0	47,9	-4,2	-1,5	26,9
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>-6,6</b>	<b>-8,4</b>	<b>-10,5</b>	<b>-13,5</b>	<b>-3,9</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>-5,4</b>	<b>-1,7</b>

Source: Banque Centrale du Congo, *Rapport Annuel 1998*, p.5.

La dégradation de la situation économique, au Congo, s'inscrit dans le temps. La mauvaise gestion successive des finances publiques a aggravé l'inflation qui remonte aux premières années de l'indépendance. Le maintien d'un taux de change surévalué, durant la plupart du temps, a pénalisé les activités d'exportation officielles. Le déclin économique s'est accéléré au

<sup>6</sup> Voir MABI, M., *Les dérives d'une gestion prédatrice. Le cas du Zaïre devenu République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Centre de Recherches Pédagogiques, 1998, 207p.

début du processus de transition politique, en 1990. Presque tous les secteurs d'activité sont atteints par ce mouvement de baisse. Celle-ci est cependant plus marquée dans l'extraction minière et métallurgique, les industries manufacturières, les bâtiments et travaux publics, ainsi que dans les transports et communications.

La baisse de la production minière et métallurgique est le résultat essentiellement de la baisse de performance de la principale entreprise minière du pays, en l'occurrence la GECAMINES, qui a accumulé de nombreux problèmes liés aux méthodes d'exploitation, à la non-maîtrise des frais généraux et à sa politique d'approvisionnement déficiente<sup>7</sup>. En effet, contrairement à la plupart des pays producteurs de cuivre, la République Démocratique du Congo avait privilégié l'exploitation à ciel ouvert à la mise en valeur des mines souterraines particulièrement à Kolwezi, qui représentait 60% du total de la production de la GECAMINES. Or ce choix technique va entraîner des coûts d'exploitation prohibitifs et de nombreuses défaillances techniques qui entameront au fur et à mesure la productivité de l'entreprise et, partant, sa rentabilité financière à partir de la deuxième moitié des années 1970. Afin de dissimuler ces difficultés, les statistiques de production de cuivre et de cobalt furent embellies, tout au long des années 1980, grâce à des prélèvements issus des réserves de minerai de moindre teneur amassées antérieurement dans des terrils. Qui plus est, « *la Gécamines avait été amenée –par des contraintes sociales, politiques et régionales– à élargir ses activités dans des domaines étrangers à son objet social en intégrant, voire en absorbant des activités commerciales telles que des minoteries, des projets agro-industriels, l'Hôtel Karavia, etc., ainsi que des activités sociales et scolaires qui auraient plutôt dû relever du secteur public* »<sup>8</sup>. Au fil des années, ces activités provoquèrent une pléthore des effectifs. A ces charges exorbitantes, se sont ajoutés des gaspillages résultant des surfacturations et autres commissions sur les importations et les achats locaux de l'entreprise.

La faible performance et le recul de la production au niveau du secteur agricole d'exportation sont liés « *aux problèmes structurels auxquels cette branche est confrontée depuis plusieurs années, notamment la vétusté de l'outil de production, l'état défectueux des infrastructures routières et le vieillissement des plantations* »<sup>9</sup>. Cette dernière situation est le reflet des retombées de la négligence née de la politique de "zaïrianisation" initiée par le gouvernement en 1973. De plus, la politique pratiquée en matière des prix agricoles était démotivante pour les paysans. En effet, comme nous l'avons

<sup>7</sup> Voir à ce sujet, Léopold BOSSEKOTA W'ATSHIA, *Rebâtir le Congo Démocratique. De la bonne gouvernance étatique et du rôle clé des PME-PMI*, Tome I, Presses Universitaires « Bel Campus », Kinshasa, pp.56-62.

<sup>8</sup> L. BOSSEKOTA, *op. cit.*, p.59.

<sup>9</sup> BANQUE CENTRALE DU CONGO, *Rapport Annuel 1998*, p.7.

déjà relevé, le souci de favoriser en villes la consommation finale des ménages ou celle intermédiaire des industriels faisait que les prix agricoles étaient généralement fixés en dessous du niveau nécessaire pour encourager la production. Fixés comme “prix planchers” en dessous desquels l’acheteur ne pouvait descendre, ces prix devenaient dans la pratique plutôt des prix plafonds au-dessus desquels les commerçants et les usiniers ne voulaient acheter les produits agricoles.

La baisse de performance des industries manufacturières est due principalement aux difficultés croissantes de trésorerie des entreprises tant en monnaie nationale qu’en devises, qui ont entraîné pour elles des problèmes d’approvisionnement en matières premières et en pièces de rechange, ainsi qu’à l’apparition d’une forte concurrence dans certaines branches des produits similaires importés. En outre, l’effritement sans cesse du pouvoir d’achat de la population va gêner l’expansion du marché intérieur vers lequel les industries manufacturières sont tournées.

La persistance de la crise de l’économie congolaise s’est accompagnée d’importantes distorsions structurelles dans la formation du PIB. A titre d’illustration, en 1959, qui fut la dernière année de l’administration coloniale, l’ensemble “Extraction minière et métallurgie – Industries manufacturières – Bâtiments et Travaux publics” représentait 23,13% du PIB. Pour les décennies postérieures à l’indépendance nationale, ce même ensemble va représenter 34,53% en 1970, puis 33,26% en 1980 et 20,33% en 1990. Un tel effondrement est contraire au processus normal d’industrialisation qui avait marqué le niveau de l’économie congolaise par rapport à celles de la plupart des pays africains dans les années 1950. Parallèlement au rétrécissement de la part relative des secteurs des biens, il s’est observé une expansion du secteur des services dont l’importance est passée de 37,16% en 1959 à 41,24% en 1990. Dans cette évolution, il y a lieu de souligner particulièrement l’hypertrophie du commerce<sup>10</sup>. Celui-ci, orienté vers la distribution des produits importés, exercera un double effet négatif, à savoir: une inhibition des possibilités internes d’industrialisation et une demande excessive de devises favorisant de manière permanente la dépréciation de la monnaie.

### 3. LA GUERRE ET LE FRACTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE

La crise de l’économie congolaise, bien que structurelle, a été exacerbée soudainement, au cours de ces dernières années, par les conséquences désastreuses des deux guerres qui ont éclaté dans le pays, en

---

<sup>10</sup> BOSSEKOTA, L., *op. cit.*, tableau 4, p.78.

1996 et 1998. Les perturbations subies dans ce domaine sont nettement perceptibles d'abord à travers l'accentuation du recul de certains produits et la désorganisation du système de production; ensuite dans la baisse des recettes d'exportation; et enfin dans le fait que l'espace économique national, désormais fractionné, se voit imposer des courants d'échanges centrifuges renforcés par l'immensité du territoire et par l'implication immédiate de quelques pays voisins dans un conflit qualifié de "première guerre mondiale africaine". L'afflux massif des personnes déplacées par cette guerre n'a fait, par ailleurs, que contribuer à la dégradation des conditions de vie dans un contexte marqué par la modicité des aides disponibles.

### 3.1. Accentuation de la baisse des productions

La géographie économique du Congo se caractérise à la fois par la spécialisation des différentes provinces et la concentration des activités en certains endroits précis. L'agriculture est certes présente dans l'ensemble du pays, mais elle prédomine dans le Bandundu, à l'Equateur, dans la province Orientale et dans les deux Kivu. L'agro-industrie a élu domicile essentiellement dans le Bas-Congo. Les industries manufacturières sont concentrées à Kinshasa, dans le Bas-Congo et au Katanga, tandis que l'industrie minière est localisée au Katanga (cuivre et cobalt essentiellement), au Kasai Oriental (diamant industriel et de joaillerie), dans la province Orientale (or) et au Maniema (cassitérite et étain). L'exploitation artisanale des substances précieuses –diamant et or– s'est cependant répandue au-delà des régions traditionnelles précitées, favorisée en cela par une politique de libéralisation de ce secteur qui date des années 1980, et aussi par la déliquescence progressive du pouvoir d'État. Le secteur minier artisanal compte aussi des chercheurs actifs de la malachite et de l'hétérogénite au Katanga, à l'instar des creuseurs de longue date du diamant de Mbujimayi<sup>11</sup>.

Les produits agricoles se regroupent en produits vivriers destinés principalement au marché intérieur, en produits servant d'intrants à l'industrie manufacturière locale et en produits destinés à l'exportation. Le suivi de la production agro-industrielle et des exportations agricoles ne pose pas de problème majeur. Comme on peut le constater dans le tableau suivant, la production agro-industrielle n'a pas été épargnée par l'effondrement de l'activité globale au Congo, qui remonte déjà à plusieurs années. Avec la guerre, cette situation s'est aggravée particulièrement pour les produits tels que le café, le caoutchouc, l'huile de palme et l'huile des palmistes ainsi que le bois dont la majeure partie provenait des localités situées dans les provinces

---

<sup>11</sup> Voir KENNES, E., « Le secteur minier au Congo: "deconnexion" et descente aux enfers », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.299-432.



actuellement sous contrôle des forces rebelles au pouvoir central de Kinshasa. Certains de ces produits, bien qu'ayant disparu des publications officielles, seraient réorientés vers le Rwanda et l'Ouganda, mettant ainsi en difficulté à Kinshasa les entreprises qui s'en servent comme intrants industriels, à l'instar de MARSAVCO (margarine, savonnerie et cosmétiques) et de SIFORCO (scierie et transformation du bois).

### Evolution récente de principales productions agricoles (en tonnes)

Années	CAFE (production exportée)			CAOUT CHOUC	HUILE DE		BOIS (m <sup>3</sup> ) (production exportée)		
	Robusta	Arabica	Total		Palme	Palmiste	Grumes	Sciés	Placages
1994	54.736	7.816	62.552	2.932	17.052	1.375	119.186	42.125	7.533
1995	46.795	13.866	60.661	2.890	19.563	780	111.520	44.666	7.868
1996	44.486	8.456	52.942	3.095	18.612	861	121.551	55.013	7.718
1997	18.897	4.142	23.039	3.333	16.781	360	97.830	30.933	5.636
1998	30.408	8.579	38.987	3.216	16.883	611	105.248	38.210	5.702
1999	22.311	2.119	24.430	40	6.102	486	40.133	20.263	1.022
2000	11.006	...	11.006	23	4.490	159	16.478	8.215	233
2001*	...	...	...	...	757	30	888	777	-

\* situation arrêtée en février 2001

(...) renseignement non disponible

(-) renseignement nul

Source: Banque Centrale du Congo, *Condensé d'informations statistiques*, numéro 8/2001 du 30 mars 2001, p.3.

En ce qui concerne l'évolution de la production vivrière et de l'élevage, les statistiques publiées sont généralement peu fiables, car les données elles-mêmes, loin d'être des réalisations effectives, ne sont plutôt que des estimations approximatives. Malgré cela, la guerre a comporté avec elle des pertes de production liées aux mouvements des populations déplacées, au saccage et à l'abandon des champs. Dans les territoires occupés, au Kivu par exemple, « *malgré des évolutions profondes qui se mettaient en place depuis de nombreuses années* » dans l'économie de cette partie du pays, il ne fait aucun doute que l'élevage a « *payé un très lourd tribut aux conditions d'insécurité, puis de troubles et de guerres qui ont prévalu* »<sup>12</sup>.

S'agissant de la production minière, bien que le mouvement de baisse ait marqué la plupart de principaux produits, en prenant 1989 comme année de référence, on note que le recul est très prononcé pour le zinc et pour l'or et, dans une moindre mesure, pour le diamant. En ce qui concerne ce dernier, la production industrielle de la MIBA, après une longue période de tassement, s'est accrue certes de 6,4% en 1998 « *à la suite de la réhabilitation et de*

<sup>12</sup> DE FAILLY, D., « L'économie du Sud-Kivu 1990-2000: mutations profondes cachées par une panne », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, Voir pp.161-188.

*l'acquisition du matériel de production ainsi que de l'équipement des garages et ateliers»<sup>13</sup>. Mais, ces efforts de remise à l'état vont être annihilés par les mauvaises performances des années 1999 et 2000 marquées par des changements apportés dans la haute direction de l'entreprise et de nombreuses interférences politiques au niveau de l'affectation des recettes provenant de la vente du diamant. L'extraction artisanale de diamant, marquée avant 1998 par de nombreuses fluctuations, tend, depuis lors, à accuser un mouvement de baisse continue. Cependant, il est bien connu que les deux guerres du Congo se sont déroulées, en 1996 et 1998, en suivant la géographie des matières précieuses comme l'or et le diamant, puisque les protagonistes cherchaient à s'en assurer le contrôle pour le financement de leurs opérations militaires<sup>14</sup>. La chute de la production diamantaire s'explique aussi par l'arsenal de mesures prises en 1998 et 1999 à l'effet de réglementer très strictement les activités du secteur artisanal.*

### Evolution récente de principales productions minières

Années	CUIVRE (tonnes)			COBALT (tonnes)	ZINC (tonnes)	OR (kg)	DIAMANT (milliers de carats)		
	Géca- mines	Sodi- mico	Total				Miba	Artisanal	Total
1989	440.848	1.980	442.828	9.311	54.043	2.485	8.911	8.638	17.549
1994	29.323	1.319	30.642	3.631	595	780	4.882	11.377	16.259
1995	32.512	2.446	34.958	3.967	4.516	1.180	5.679	16.345	22.024
1996	38.882	1.265	40.147	6.067	3.159	1.252	6.803	15.437	22.240
1997	36.430	1.228	37.658	3.003	1.660	394	6.419	15.558	21.977
1998	37.227	1.009	38.236	3.871	1.147	151	6.831	19.252	26.083
1999	29.633	1.592	31.225	2.308	-	207	4.788	15.328	20.116
2000	27.197	3.314	30.511	3.570	215	112	4.640	11.366	16.006
2001*	5.271	...	5.271	948	335	...	657	1.376	2.033

\* situation arrêtée en février 2001

(...) renseignement non disponible

(-) renseignement nul

Source: Banque Centrale du Congo, *Condensé d'informations statistiques*, numéro 8/2001 du 30 mars 2001, pp. 1-2.

### 3.2. Dégradation de la balance commerciale

<sup>13</sup> BANQUE CENTRALE DU CONGO, *op. cit.*, p.11.

<sup>14</sup> Ces faits et les pillages de ressources qui en ont résulté, sont abondamment documentés dans : MATON, J., *Congo 1997-1999. La guerre des minerais et la fin des espoirs*, Unité d'enseignement et de recherche au développement, Université de Gand, 1999 ; NATIONS UNIES, *Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo*, New York, Conseil de Sécurité, S/2001/357, 12 avril 2001.

Avec l'effondrement des productions et exportations de la GECAMINES, l'essentiel des recettes provient du diamant. Selon la Banque Centrale du Congo, les statistiques renseignées dans le tableau ci-après tiennent compte de la fraude et elles sont ajustées de 90% pour l'or, de 120% pour le diamant et de 150% pour le café à partir de 1996. En ce qui concerne ses importations, le Congo est dépendant de l'extérieur tant en biens de consommation finale qu'en biens de consommation intermédiaire et d'équipement. Les dépenses en devises pour ces catégories ont fluctué d'année en année. En ce qui concerne les dépenses liées à l'importation des produits énergétiques, elles accusent un mouvement de baisse à partir de 1998. On ne dispose pas de données relatives à l'année 2001. Mais on note, dans l'ensemble, que la balance commerciale du Congo accuse un solde excédentaire dont l'importance tend, cependant, à diminuer à partir de 1998. Nul doute que cette évolution traduit non seulement la dégradation des cours mondiaux des matières premières, mais aussi la chute des quantités exportées des produits tels que le diamant, le cuivre, le café, le bois et l'or, comme indiqué plus haut.

**Evolution de la balance commerciale**  
(en millions de USD)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
A. Exportations	1.028,0	1.562,9	1.546,6	1.448,9	1.422,2	749,0	685,2
<i>Or</i>	6,5	13,9	17,7	4,9	2,0	0,1	-
<i>Diamant</i>	450,8	730,1	764,5	752,8	879,0	521,0	439,5
<i>Produits GCM</i>	183,9	305,3	261,6	288,1	214,0	59,7	107,5
<i>Pétrole</i>	77,1	122,6	211,6	174,8	97,5	115,9	141,3
<i>Café</i>	246,9	288,3	150,3	114,8	118,3	91,2	32,3
<i>Autres</i>	52,8	102,7	140,6	113,5	111,4	20,8	72,1
B. Importations	581,3	870,9	1.089,1	769,7	1.102,1	568,2	595,9
<i>Biens de consom.</i>	231,9	301,2	301,4	295,4	369,2	188,6	267,4
<i>Matières prem.</i>	92,7	161,3	177,1	58,7	173,0	94,9	69,4
<i>Biens d'équip.</i>	116,3	135,0	239,0	136,0	163,1	79,6	109,2
<i>Energie</i>	85,2	140,6	205,5	162,2	170,9	89,2	59,0
<i>Autres</i>	55,2	132,8	166,1	117,4	225,9	115,9	90,9
C. Solde	446,7	692,0	457,2	679,2	320,1	180,8	89,0

Source: Banque Centrale du Congo, *Condensé d'informations statistiques*, numéro 8/2001 du 30 mars 2001, p.35.

### 3.3. Détournement des courants d'échanges

La République démocratique du Congo apparaît tout naturellement comme « *un espace écartelé* »<sup>15</sup>. D'abord, son système de communications, conçu au temps colonial, est une articulation de plusieurs modes de transport segmentés. Le fleuve Congo, autour duquel s'organise l'essentiel du territoire national, offre certes plus de 15.000 kilomètres de voies navigables, mais il est coupé de rapides qui rendent non utilisables plusieurs biefs importants. Les voies ferrées, offrant 5.000 kilomètres au total, ont pour caractéristique essentielle de ne pas constituer un réseau, mais des tronçons isolés tels les chemins de fer de Matadi ou des Uele, ou encore le sous-réseau du Katanga mis en place pour désenclaver cette région minière. Quant aux routes, sur un linéaire théorique de 150.000 kilomètres, l'absence d'un entretien constant et le manque d'investissement notable font qu'il n'y a que quelques milliers seulement qui soient réellement praticables. En définitive, c'est l'avion qui reste le seul moyen de relier les principales villes du pays.

La deuxième guerre du Congo, qui dure depuis 1998, a désaxé les modes de communications existants. Les échanges par voie navigable entre Kinshasa et Kisangani ainsi qu'avec une partie de la province de l'Équateur ne sont plus possibles. Des localités de l'intérieur, sous occupation des forces rebelles, ne peuvent plus s'approvisionner en produits manufacturés venant de Kinshasa, tout comme elles ne peuvent aujourd'hui alimenter cette dernière ville en produits vivriers et en matières premières comme le bois, le café et l'huile de palme. Le trafic aérien est aussi devenu inopérant, par exemple de Goma à Kinshasa et à Mbuji-Mayi, qui constituaient jadis les principaux centres de consommation de produits agricoles et d'élevage venant du Kivu. On ne dispose pas d'indications chiffrées sur l'importance de ces flux d'échanges interrégionaux qui sont entravés. On sait cependant, à partir de bribes d'information provenant de quelques rares personnes ayant franchi les lignes de front de l'Équateur, que le fractionnement du territoire national a abouti, au plan monétaire, à la circulation concomitante des billets libellés en francs congolais, en anciens zaïres, en dollars et en francs CFA. Dans le Kivu, la rareté de la monnaie nationale fait apprécier celle-ci par rapport au dollar américain, et un certain trafic de monnaies –fort risqué– semble s'être créé entre les lignes adverses du front.

Par ailleurs, la République Démocratique du Congo, de par son immensité territoriale, partage ses frontières avec 9 pays différents. Sa position géographique la prédispose ainsi à trois grandes mouvances extérieures, qui rappellent les grandes aires socio-économiques et culturelles d'autrefois<sup>16</sup>:

<sup>15</sup> Voir BRUNEAU, J. et SIMON, Th., *Zaïre : Espace écartelé*, Kinshasa, Bureau d'Etudes et d'Aménagements Urbains (B.E.A.U.), Ministère des Travaux Publics, 1991.

<sup>16</sup> Voir BRUNEAU, J. et SIMON, Th., *op. cit.*, p.13.

- la mouvance occidentale, polarisée directement par la capitale tournée vers l'Atlantique, dont les systèmes de transport convergent sur Kinshasa et Matadi ;
- la mouvance orientale, polarisée sur Goma et tournée vers l'Océan indien ;
- la mouvance orientale, le bassin du cuivre katangais et son arrière-pays, tournée en grande partie vers l'Afrique australe.

Du fait de la guerre qui perdure, les conséquences économiques de celle-ci n'ont pas été que la suppression de certains flux d'échanges à l'intérieur du pays, mais surtout le renforcement des courants commerciaux avec l'extérieur selon les trois mouvances précitées. Ainsi, du côté du pouvoir central, Kinshasa la capitale et son hinterland immédiat continuent à s'approvisionner en produits étrangers et à exporter par le port de Matadi; la province du Katanga ainsi que celles des deux Kasai sont résolument acquises aux produits venant de l'Afrique australe et même du lointain Dubaï. Dans les territoires sous occupation, les échanges extérieurs se sont orientés vers la République Centrafricaine d'une part, et vers le Rwanda et l'Ouganda d'autre part. Une partie de cette intense activité "commerciale" transnationale vient d'être dénoncée par un groupe d'experts des Nations Unies comme relevant simplement du pillage par le Rwanda et l'Ouganda des richesses minières (or, diamant et coltan) et des ressources naturelles (bois et café essentiellement) appartenant à la République Démocratique du Congo. Les données ci-après, basées sur la comparaison de l'écart entre la production et les exportations des pays voisins, témoignent nettement de l'importance grandissante du commerce frontalier du Congo dans sa mouvance orientale.

### 3.4. ENLISEMENT DES MESURES ECONOMIQUES

La guerre, outre qu'elle a aggravé le fléchissement de l'activité économique, a donné lieu à un contexte permissif d'une dégradation des finances de l'État entraînant –du fait de la monétisation croissante des déficits publics– la relance de l'hyperinflation et la dépréciation continue de la monnaie. Ces évolutions se sont répercutées négativement sur les conditions de vie de la population, comme l'attestent les données du tableau ci-après à travers, par exemple, la chute du PIB par habitant qui est passé progressivement de l'équivalent de 92 dollars en 1998 à 68 dollars américains en 2000. La guerre a aussi accru le nombre de réfugiés et de personnes déplacées aggravant de ce fait la paupérisation dans certaines parties du pays.

#### Evolution récente de principaux indicateurs macro-économiques

	1998	1999	2000

Taux de croissance réelle (en %)	-1,7	-10,3	-11,4
PIB/habitant (en USD de 1987)	92,0	70,7	68,3
Déficit budgétaire *	-28.374.809	-2.891.547	-11.985.635
Croissance de la masse monétaire (en %)	160	382	493
Taux d'inflation annualisé (en %)	126,3	526,6	451,4
Ecart moyen entre les cours parallèle et interbancaire du dollar américain (en %)	9,6	148,5	243,4

\* En millions de nouveaux zaires pour 1998 et en milliers de francs congolais à partir de 1999.  
Source: Banque Centrale du Congo, *Condensés d'informations statistiques*.

L'inflation est un véritable cancer de l'économie congolaise. Des mesures radicales sont nécessaires pour le combattre efficacement. Ses causes sont bien connues. Entre avril 1997 et juillet 1998, le gouvernement Kabila de la première génération a pu contenir la hausse du niveau général des prix en-dessous de 10% grâce à un meilleur encadrement des dépenses publiques et à un contrôle strict des émissions monétaires. Avec le passage du temps, cette discipline s'est relâchée. L'excès de monnaie dans l'économie s'est reportée sur la demande de devises que le système bancaire n'était plus en mesure d'offrir. Comme c'est souvent le cas, ce trop-plein s'est déversé sur le marché parallèle à la recherche principalement de la devise américaine creusant ainsi l'écart entre le cours officiel et le cours libre de celle-ci.

Dans cette économie congolaise fortement dollarisée, l'évolution du taux de change conditionne non seulement la formation des prix des biens et services mais aussi la conduite de certaines activités génératrices des devises. Les prix du transport en commun et des produits des denrées alimentaires, du fait de la composante « carburant » dans leur structure, se ressentent souvent de l'emballlement du taux de change sur le marché. De même, l'accroissement de l'écart entre le cours officiel et celui du marché parallèle n'incite pas les exportateurs particulièrement ceux du diamant d'extraction artisanale, devenu après la chute du cuivre la principale source des devises, à rapatrier leurs recettes par le biais du système bancaire. Sous le prétexte de protéger la population contre la hausse des prix et de drainer les ressources en devises vers les secteurs productifs, le gouvernement a pris, en 1999 et 2000, une série de mesures par trop « dirigistes » –telles que l'administration des prix des produits pétroliers, la fixité du taux de change officiel en dépit de l'option officielle d'un système de change flottant, la fermeture des bureaux de change et l'interdiction de détenir des devises– mesures qui ont contribué à l'enlisement de l'économie<sup>17</sup>.

En effet, la politique de refus de la vérité des prix a occasionné de graves pénuries de carburants, un assèchement des devises dans les circuits

<sup>17</sup> Lire KABUYA KALALA, F. et TSHIUNZA MBIYE, « L'économie congolaise et la réforme monétaire de juin 1998 », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, spécialement pp.292-295.

officiels, une baisse des recettes fiscales et douanières. En réponse à cette situation, le gouvernement n'a pas trouvé mieux, dans le domaine du diamant, que de confier le monopole d'achat à un seul comptoir. Pour protéger le pouvoir d'achat de ses recettes, il s'est résolu d'introduire comme numéraire d'impôt le « Franc fiscal » et de corriger la valorisation des recettes douanières par un « coefficient conjoncturel ». Toutes ces pratiques n'ont fait qu'augmenter des distorsions dans l'économie.

#### 4. VERS UN DESSERREMENT DES CONTRAINTES ?

La situation qui prévaut au Congo, près de trois ans après l'éclatement de la deuxième guerre dite "d'invasion", est celle d'une extrême fragilité du cadre macro-économique doublée du tarissement des ressources tant d'origine interne qu'externe. Depuis la suspension en 1992 de la coopération bilatérale et multilatérale, le financement extérieur a été, en effet, très réduit. En même temps, l'État ne peut compter, aujourd'hui, que sur l'équivalent de quelque 12 à 15 millions de dollars par mois provenant des recettes fiscales et douanières<sup>18</sup>. La croissance de l'économie se trouve entravée en partie par des mesures gouvernementales qui, durant tout le règne de Laurent-Désiré Kabila, n'ont pas permis d'établir des relations constructives avec le secteur privé. Et pourtant, dans les circonstances actuelles, l'amorce de la croissance et de l'emploi passe nécessairement par la réanimation de ce dernier secteur.

Aussitôt porté à la tête du pays et du gouvernement, le nouveau Président de la République Démocratique du Congo, pour marquer le changement de cap par rapport à la politique économique de son défunt père, a clairement levé l'option en faveur du libéralisme tous azimuts. Voulant traduire sa volonté d'ouverture au monde et aux capitaux extérieurs, il a entrepris, depuis le début de l'année 2001, de nombreux périples à l'étranger. A en juger par la venue des visites d'information, comme celle récente des hommes d'affaires belges<sup>19</sup>, le monde des investisseurs commence-t-il alors à s'intéresser de nouveau au Congo ?

« *Un moineau ne fait pas le printemps* », dit-on. La reprise des investissements aussi bien étrangers que nationaux requiert d'abord un assainissement durable du cadre macro-économique. Conscient de cette exigence, le gouvernement s'est assigné comme objectif primordial de casser la spirale inflationniste dans le cadre du programme intérimaire qu'il vient de

<sup>18</sup> Cf. Conférence de presse du ministre de l'Economie, Finances & Budget sur « Les récentes mesures économiques du Gouvernement », au siège de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), Kinshasa, le 7 juin 2001.

<sup>19</sup> Voir l'article « Reçus à la Fec (Fédération des Entreprises du Congo), les Belges du Cercle de Lorraine très optimistes sur la relance économique en RDC », *Le Potentiel*, jeudi 7 juin 2001.

mettre en place, pour les neuf à douze prochains mois, avec le concours technique du FMI et de la Banque mondiale. Afin de contenir les besoins de financement de l'État, qui sont souvent à l'origine des pressions inflationnistes, des mesures concrètes sont prévues dans ce programme pour renforcer la mobilisation des recettes au niveau des régies financières et maintenir les dépenses publiques au strict minimum. Plus particulièrement, un effort d'unification des centres d'ordonnancement est en cours. Et en attendant l'adoption et la promulgation du budget de l'État pour le reste de l'année 2001, les dépenses publiques sont exécutées sur la base caisse, c'est-à-dire si les rentrées de recettes le permettent. Dans cette perspective d'assainissement financier et du redressement de l'économie, le Gouvernement entend ramener le taux d'inflation à moins de 100% en 2001, contre le niveau de 511% atteint en 2000.

« *Les mois à venir seront difficiles* », a prévenu le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget<sup>20</sup>. En somme, ce dernier se référait aux conséquences prévisibles des mesures urgentes que le gouvernement venait de prendre, à l'issue de sa réunion extraordinaire du samedi 25 mai dernier<sup>21</sup>, pour freiner, à moyen terme, la détérioration continue de la situation économique globale du pays. Ces mesures ont porté, dans le domaine du change, sur la révision du cours du dollar qui est passé de 50 à 313,5 francs congolais. Dans le domaine des prix des biens et services, le prix d'un litre d'essence a été porté, à Kinshasa par exemple, de 70 à 280 francs congolais. Les tarifs de transport en commun ont également été revus.

La nouvelle politique du gouvernement dans le domaine du change est de laisser la valeur du Franc congolais se déterminer désormais par le jeu de l'offre et de la demande plutôt que d'être administrée par l'autorité monétaire. En effet, selon la convention signée entre la Banque Centrale et les banques agréées, il est créé un marché des changes au comptant et à terme sur lequel sont traitées les opérations d'achat et de vente entre monnaie nationale et devises étrangères. A la fin de chaque journée ouvrée, la Banque Centrale du Congo publie le cours de référence déterminé comme une moyenne pondérée des cours effectifs d'achat et de vente des devises en cause. En ce qui concerne le secteur pétrolier, où l'on a assisté à de trop fréquentes pénuries de carburants, le principe adopté est de revoir fréquemment les prix des produits pétroliers en fonction des paramètres économiques et financiers de façon à assurer la rentabilité des sociétés de distribution et permettre un approvisionnement régulier du pays.

Ces mesures, longtemps attendues, n'ont pas manqué cependant de soulever des vagues dans la presse locale. « *On attendait du gouvernement de*

<sup>20</sup> Voir MATUNGULU MBUYAMU, I., *op. cit.*

<sup>21</sup> Lire « Le gouvernement adopte le principe du taux de change flottant du franc congolais », *Le Palmarès*, lundi 28 mai 2001, p.8.



*Joseph Kabila des mesures audacieuses pour assainir l'environnement économique et financier. Après avoir hésité, redoutant certainement la réaction d'une population sans pouvoir d'achat, le conseil des ministres a décidé de franchir le rubicond...Avait-il seulement le choix au regard des exigences des marabouts du Fmi et de la Banque mondiale au service du système marchand du développement?...Si ces mesures audacieuses s'inscrivent dans l'optique de la vérité des prix, les analystes notent qu'elles pèchent dangereusement par l'absence des mesures d'encadrement... »<sup>22</sup>.*

Il est vrai qu'avant d'annoncer les mesures précitées, le gouvernement a voulu en atténuer l'impact négatif en procédant d'abord à un réajustement de la tension barémique et à quelques augmentations des salaires des agents et fonctionnaires de l'État. Malgré cela, le scepticisme à l'endroit des mesures prises est loin de s'estomper comme en témoigne l'avis de ces mêmes observateurs qui estiment que « *la devise nationale, faute d'un matelas des devises étrangères pour la soutenir, risque de poursuivre sa descente aux enfers que plus rien ne semble arrêter depuis l'avènement de Joseph Kabila* »<sup>23</sup>. Plus de dix jours après l'adoption du taux de change flottant, l'évolution des cours est loin de confirmer ce pessimisme.

### Evolution récente des cours de change

(Nombre de francs congolais pour 100\$)

Date	Cours Banque Centrale	Cours du marché parallèle	
		A l'achat	A la vente
28/05/01	31.350,00	34.500	35.000
29/05/01	33.797,04	35.000	35.000
30/05/01	34.206,47	35.000	35.500
31/05/01	34.930,47	35.000	35.400
01/06/01	34.991,37	34.500	34.700

<sup>22</sup> Lire l'éditorial de LUAULA, R., « Il faut encore serrer la ceinture », *La Tempête des tropiques*, lundi 28 mai 2001.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

02/06/01	34.853,61	34.500	34.700
04/06/01	34.853,61	34.500	34.800
05/06/01	34.836,70	34.500	34.800
06/06/01	34.790,92	35.000	35.500
07/06/01	34.604,20	35.400	35.700
08/06/01	34.755,65	35.500	35.700
09/06/01	35.067,21	35.400	35.500

Source: Banque Centrale du Congo et Le Château.

Il est vrai que, dans ce contexte de tarissement des ressources en devises, la réussite du programme intérimaire du gouvernement va dépendra de l'appui dont il bénéficiera de la part de ses partenaires au développement. Dans une récente conférence de presse<sup>24</sup>, le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget laissait entendre que « *Il y avait de l'espoir au bout du chemin* », car lesdits partenaires vont aider la République Démocratique du Congo à surmonter cette passe difficile. A titre d'illustration, on retient que:

- la Banque mondiale a déjà promis une aide non remboursable de 40 à 50 millions de dollars à cette fin;
- l'Union européenne a aussi consenti une aide de 120 millions d'euros, soit environ 105 millions de dollars;
- un fonds fiduciaire, « Trust Fund », est ouvert au crédit de la République Démocratique du Congo pour un montant qui pourrait s'élever à 215 millions de dollars. Alimenté par les partenaires bilatéraux du pays, ce fonds sera géré sous la supervision de la Banque mondiale.

Au bout de six mois, si la performance du programme gouvernemental intérimaire est jugée satisfaisante, ces partenaires pourront faire plus: non seulement le FMI et la Banque mondiale consolideront leurs concours, mais les partenaires extérieurs bilatéraux rejoindront le rang des bailleurs de fonds. Certains pays ont annoncé leur intention de participer au mécanisme devant être mis en place pour apurer les arriérés sur la dette extérieure envers les institutions de Bretton Woods, dont environ 500 millions de dollars au FMI et 300 millions de dollars dus à la Banque mondiale. Par ailleurs, à moyen terme, des crédits de l'ordre de 750 millions à 1 milliard de dollars devraient être obtenus du FMI en appui aux efforts de redressement de l'économie nationale.

Depuis l'effacement de Laurent-Désiré Kabila de la scène politique, les choses semblent se précipiter tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique. Une nouvelle dynamique semble s'enclencher. Il est prévu, en effet, à Paris, du 2 au 3 juillet prochains, une réunion d'information des bailleurs de fonds dont la Banque mondiale assure la coordination technique et l'organisation matérielle. Cette réunion sera présidée par la Belgique et le Canada. Cette rencontre est capitale dans la mesure où le Gouvernement

<sup>24</sup> MATUNGULU MBUYAMU, I., *op. cit.*

congolais pourra faire avancer son “dossier”. Comme l’a soutenu récemment un conseiller économique du jeune président, le major-général Joseph Kabila, « *la République Démocratique du Congo a l’ambition légitime de redevenir un État normal* ». Et pour cela, « *le gouvernement a le devoir de prendre des mesures drastiques pour assainir l’environnement économique et financier du pays* »<sup>25</sup>. Il faut maintenant espérer que ce sursaut d’ambition soit vite relayé par un sens de plus de responsabilité pour porter à terme le programme économique entrepris.

Kinshasa, juin 2001.

---

<sup>25</sup> MUKELA LUANGA, F., cité par Raymond Luaula dans son article « Des mesures économiques suicidaires ! », *La Tempête des tropiques*, lundi 28 mai 2001, p.2.